



**PRÉFET  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Arrêté préfectoral portant prolongation de 24 mois  
à la société EQIOM GRANULATS pour l'exploitation de la carrière à ciel ouvert  
de matériaux alluvionnaires sur le territoire de la commune de Vandières**

N° 2025-0093  
AIOT 0006208689

**LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles R. 181-45 , R. 181-46 et R. 181-49 ;
- Vu** le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et départements ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté préfectoral 2010-632 du 7 juillet 2011 modifié, autorisant la société EQIOM GRANULATS à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires sur la commune de Vandières ;
- Vu** la demande en date du 28 juin 2023 relative à la demande de prolongation d'exploitation de la carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires sur le territoire de la commune de Vandières déposée par la société EQIOM GRANULATS ;
- Vu** la demande en date du 8 avril 2025 relative à la demande de prolongation d'exploitation de la carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires sur le territoire de la commune de Vandières déposée par la société EQIOM GRANULATS ;
- Vu** l'avis du 03 octobre 2025 fixant la participation du public par voie électronique du lundi 13 au mardi 28 octobre 2025 inclus en application de l'article L.123-19-2 du code de l'environnement et les observations émises lors de cette participation ;
- Vu** la délibération du conseil municipal de Vandières en date du 7 novembre 2025 ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées référencé CL/03363\_2026 en date du 29 mai 2026 ;
- Vu** le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant le 2 juin 2026 par voie dématérialisée ;

**Vu** l'absence d'observations formulées par l'exploitant par courriel en date du 8 juin 2026 ;

**Considérant** que la demande de prolongation de la durée d'exploitation de la carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires, transmise par courriel en date du 8 avril 2025 par la société EQIOM GRANULATS est notable mais non substantielle au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

**Considérant** que cette demande n'est pas de nature à augmenter les potentiels de dangers de l'établissement et les risques pour son environnement ;

**Considérant** l'exploitation du gisement à un rythme plus faible que celui initialement prévu, pour des raisons techniques, commerciales et économiques, qui ne permet pas une fin d'exploitation du site le 7 juillet 2026 ;

**Considérant** que la société EQIOM GRANULATS justifie cette demande pour pouvoir poursuivre l'extraction, sans changement des conditions d'exploitation, et en continuant la remise en état coordonnée du site ;

**Considérant** que cette demande de prolongation nécessite la mise à jour des dispositions fixées par l'arrêté préfectoral 2010-632 du 7 juillet 2011 modifié autorisant la société EQIOM GRANULATS à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires sur le territoire de Vandières ;

**Considérant** qu'il est nécessaire de modifier la durée d'exploitation ainsi que le montant des garanties financières ;

**Considérant** que le respect des prescriptions fixées est de nature à préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Sur** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : Champ et portée du présent arrêté**

La durée de validité de l'autorisation d'exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires sur le territoire de la commune de Vandières, octroyée à la Société EQIOM GRANULATS par l'arrêté préfectoral 2010-632 du 7 juillet 2011 modifié est prolongée jusqu'au **7 juillet 2028**.

Les douze derniers mois sont consacrés à la finalisation de la remise en état.

### **Article 2 : Garanties financières**

Les montants des garanties financières fixés à l'article 8.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé sont modifiés par les montants suivant.

Les montants des garanties financières actualisés sont précisés ci-dessous pour les phases 3 et 4 d'exploitation.

Pour la phase 3, le montant des garanties financières actualisé est de **249 827 € TTC**.

Pour la phase 4, le montant des garanties financières actualisé est de **72 568 € TTC**.

Ce montant a été calculé en tenant compte de l'indice TP01 et du taux de TVA suivants :

- TP01 (mars 2026) (base 2010) = 136,3
- Indice de raccordement = 6,5345
- TVA = 20,0 %

### **Article 3 : Sanctions administratives**

Faute par l'exploitant désigné à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté de se conformer à ses prescriptions, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L.171-8 du code de l'environnement.

### **Article 4 : Voies et délais de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Nancy (par courrier postal à l'adresse suivante : 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 20038 – 54036 NANCY Cedex, ou par saisine électronique via le site « télérecours citoyen » – [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue à l'article R.181-45 du même code.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle ou du ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité et des Négociations internationales sur le climat et la nature dans un délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° en application de l'article R.181-50 du code de l'environnement.

En application des dispositions de l'article R.181-51 du Code de l'environnement, tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la présente décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt de recours contentieux.

### **Article 5 : Exécution de l'arrêté**

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- la société EQIOM GRANULATS

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de Vandières

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement.

Nancy le **16 JUIN 2026**

Le Préfet,

Pour le préfet  
et par délégation,  
le secrétaire général  
Frédéric CLOWEZ